

ARRÊTÉ DU MAIRE N°2024-005/U**De non-opposition avec prescriptions à une déclaration préalable
au nom de la commune de Soucieu-en-Jarrest**

Le Maire de la commune de SOUCIEU-EN-JARREST,

Vu la déclaration préalable présentée le 6 décembre 2023 par la société EDF ENR, domiciliée 27 chemin des Peupliers 69570 DARDILLY, représentée par M. Mathis VILLARD, enregistrée sous la référence DP 069 176 23 00123 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour l'installation de panneaux photovoltaïques,
- Sur un terrain situé Montée Maréchaude 69510 SOUCIEU-EN-JARREST (parcelle A10172),

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le PLU de la commune, approuvé le 19/12/2018 ;

Vu l'avis de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Rhône et de la métropole de Lyon (ABF) en date du 6 janvier 2024 émettant un avis favorable assorti de prescriptions ;

ARRÊTE**Article 1**

Il n'est pas fait **OPPOSITION** à la déclaration préalable sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

Afin de garantir une insertion qualitative du projet dans le cadre du secteur protégé, le projet sera modifié selon les prescriptions suivantes :

Pour une insertion qualitative du projet (modifiant notamment la toiture de la maison formant le cadre sensible du secteur protégé), les panneaux photovoltaïques seront disposés :

- sur le volume de toiture au Sud et inférieur au bâtiment principal ;
- disposés sur toute la longueur de cette toiture de rive à rive. Pour maintenir une cohérence architecturale, la terrasse couverte à l'Ouest sera également traitée en panneaux photovoltaïques sans débord de tuiles*.

Fait à Soucieu-en-Jarrest, le 22 janvier 2024

Le Maire,
Arnaud SAVOIE



*Les panneaux sont à prévoir jusqu'au bord de la toiture sans débord d'une ligne de tuiles visible. On doit avoir la sensation que la portion de toiture a été traitée entièrement en panneaux.

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Publié le : **22 JAN. 2024**

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux : cette démarche peut être effectuée sur le site internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.